

UN LIBRARY

DEC 11 1979



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE



Distr.  
GENERALE

A/C.5/34/79/Add.7

5 décembre 1979

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

---

Trente-quatrième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Point 97 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Exécution du budget et du programme de l'Organisation des  
Nations Unies pour l'exercice biennal 1978-1979

Rapport du Secrétaire général

Additif

Chapitre 7. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

CHAPITRE 7. COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Tableau 7.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1978-1979	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total du montant révisé
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Autres changements	Total	
19 461,1	44,2	-	18,8	(1 045,9)	(982,9)	18 478,2

B. Fonds extra-budgétaires (appui technique et appui administratif)		
Dépenses précédemment prévues pour 1978-1979	Origine des fonds	Montant révisé
400,0	Fonds du PNUD pour frais généraux	1 292,0
995,0	FNUAP	1 325,0
300,0	Fonds pour frais généraux - contributions bilatérales	1 165,0
-	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	103,0
1 695,0	Total, B	3 885,0
21 156,1	Total, A et B	22 363,2

C. Fonds extra-budgétaires (projets opérationnels)		
Dépenses précédemment prévues pour 1978-1979	Origine des fonds	Montant révisé
4 025,7	PNUD	9 314,0
3 104,2	FNUAP	3 113,0
3 377,0	Contributions bilatérales	10 264,2
10 506,9	Total, C	22 691,2
31 663,0	Total, A, B et C	45 054,4

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme  
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Montant révisé des crédits ouverts pour 1978-1979	Montant estimatif des dépenses additionnelles						Total du montant révisé pour 1978-1979
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Transfert de ressources	Autres changements	Total	
A. Organes directeurs	242,9	-	-	-	-	106,0	106,0	348,9
B. Direction exécutive et administration	1 121,9	-	-	-	103,2	29,4	132,6	1 254,5
C. Programmes d'activité :								
1. Agriculture et développement rural	581,3	-	-	13,8	216,1	(51,8)	178,1	759,4
2. Planification, projections et politiques relatives au développement	1 568,7	-	-	-	(443,6)	67,9	(375,7)	1 193,0
3. Environnement	87,4	-	-	-	-	(4,2)	(4,2)	83,2
4. Etablissements humains	248,7	-	-	-	-	(12,3)	(12,3)	236,4
5. Développement industriel	1 145,9	-	-	-	-	(93,8)	(93,8)	1 052,1
6. Commerce international	966,2	-	-	-	124,2	(74,5)	49,7	1 015,9
7. Ressources naturelles	1 782,2	-	-	-	10,5	(213,8)	(203,3)	1 578,9
8. Population	370,0	-	-	-	-	41,6	41,6	411,6
9. Science et technique	79,1	-	-	-	-	5,3	5,3	84,4
10. Développement social et affaires humanitaires	526,3	-	-	-	-	(37,6)	(37,6)	488,7
11. Statistiques	1 243,7	-	-	-	(426,2)	31,7	(394,5)	849,2
12. Transport I a/	832,7	-	-	-	-	(4,1)	(4,1)	828,6
13. Transport II b/	486,7	-	-	-	-	(58,9)	(58,9)	427,8
D. Appui aux programmes :								
1. Services de conférence	1 935,4	-	-	-	(10,5)	(89,2)	(99,7)	1 835,7
2. Gestion des activités de coopération technique	276,3	-	-	-	-	(32,6)	(32,6)	243,7
3. Services administratifs et services communs	5 965,7	44,2	-	5,0	426,3	(655,0)	(179,5)	5 786,2
<b>Total</b>	<b>19 461,1</b>	<b>44,2</b>	<b>-</b>	<b>18,8</b>	<b>-</b>	<b>(1 045,9)</b>	<b>(982,9)</b>	<b>18 478,2</b>

a/ Transports, communications et tourisme.

b/ Transports maritimes, ports et voies navigables.

Tableau 7.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,  
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contractuels	Frais généraux de fonctionnement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs	56,0	50,9	-	-	5,1	(6,0)	-	106,0
B. Direction exécutive et administration	115,6	17,0	-	-	-	-	-	132,6
C. Programmes d'activité :								
1. Agriculture et développement rural	174,3	-	3,8	-	-	-	-	178,1
2. Planification, projections et politiques relatives au développement	(333,6)	-	(42,1)	-	-	-	-	(375,7)
3. Environnement	(4,2)	-	-	-	-	-	-	(4,2)
4. Etablissements humains	(12,3)	-	-	-	-	-	-	(12,3)
5. Développement industriel	(79,9)	(6,3)	(7,6)	-	-	-	-	(93,8)
6. Commerce international	52,9	-	(3,2)	-	-	-	-	49,7
7. Ressources naturelles	(214,1)	10,5	0,3	-	-	-	-	(203,3)
8. Population	41,6	-	-	-	-	-	-	41,6
9. Science et technique	4,4	0,9	-	-	-	-	-	5,3
10. Développement social et affaires humanitaires	(36,9)	2,5	(3,2)	-	-	-	-	(37,6)
11. Statistiques	(382,5)	-	(12,0)	-	-	-	-	(394,5)
12. Transports I a/	(1,0)	-	(3,1)	-	-	-	-	(4,1)
13. Transports II b/	(58,9)	-	-	-	-	-	-	(58,9)
D. Appui aux programmes :								
1. Services de conférence	(89,2)	(10,5)	-	-	-	-	-	(99,7)
2. Gestion des activités de coopération technique	(32,6)	-	-	-	-	-	-	(32,6)
3. Services administratifs et services communs	(284,8)	2,9	5,0	-	72,8	24,6	-	(179,5)
<b>Total</b>	<b>(1 085,2)</b>	<b>67,9</b>	<b>(62,1)</b>	<b>-</b>	<b>77,9</b>	<b>18,6</b>	<b>-</b>	<b>(982,0)</b>

a/ Transports, communications et tourisme

b/ Transports maritimes, ports et voies navigables

I. Exécution du programme

7.1 Le programme de travail proposé au chapitre 7 du projet de budget-programme pour 1978-1979 est exécuté sensiblement comme prévu. Le texte ci-après expose essentiellement les activités qui ont été supprimées du plan de travail ou y ont été ajoutées.

Agriculture et développement rural

7.2 La création d'un centre régional de coordination pour les céréales secondaires a été temporairement différée mais la réunion du Comité du développement agricole tenue en octobre 1979 devrait donner une nouvelle impulsion à ce projet.

Planification, projections et politiques relatives au développement

7.3 Dans le cadre du sous-programme 2, les activités intéressant la coopération économique entre pays en développement n'ont pu être exécutées, les fonds extra-budgétaires étant restreints. Les mêmes observations s'appliquent aux activités concernant les politiques et les problèmes en matière de balance des paiements, qui étaient prévues dans le sous-programme 3.

Développement industriel

7.4 Dans le cadre du sous-programme 1, la publication de l'Industrial Development News a été différée en raison d'un manque d'effectifs.

Commerce international

7.5 Les activités concernant le système régional d'assurance-crédit à l'exportation et le projet de création d'une banque asiatique de réserve envisagées dans le sous-programme 1 ont été suspendues faute de fonds extra-budgétaires.

Ressources naturelles

7.6 Les activités intéressant la planification coordonnée dans le domaine des ressources énergétiques (sous-programme 1), qui étaient subordonnées à la réception des fonds que devait fournir le PIUD, ont subi des retards et ont été reportées à l'exercice suivant. Dans le cadre du sous-programme 2, plusieurs activités telles que la publication de la Carte des gisements minéraux, un séminaire sur les dispositions juridiques institutionnelles concernant la gestion de la prospection et la mise en valeur des ressources minérales et une réunion d'experts de l'industrie extractive et de l'environnement ont été reportées au prochain exercice biennal faute de fonds. En raison de problèmes techniques il a également fallu remettre à 1981 la publication de la Carte du pétrole et du gaz naturel et de la Carte gravimétrique. Dans le cadre du sous-programme 3, comme les Etats membres n'ont pas manifesté suffisamment d'intérêt pour ce sujet dans un questionnaire envoyé par le Secrétariat, les travaux concernant les bassins fluviaux internationaux ont été suspendus. Les ressources ainsi libérées ont été utilisées pour donner suite aux décisions de la Conférence des Nations Unies sur l'eau.

## Population

7.7 Dans le domaine de la population et du développement (sous-programme 1), deux cours de formation, deux réunions de groupes d'experts et trois études ont dû être reportés au prochain exercice faute de fonds. Dans le cadre du sous-programme 3 (politiques démographiques), plusieurs activités, notamment deux cours de formation, trois séminaires et trois études, n'ont pu être menés à bien à cause du nombre des postes restés vacants.

## Développement social

7.8 En ce qui concerne le sous-programme 2, il a été mis fin au projet de formation itinérant en septembre 1979 faute de fonds. En revanche, les activités concernant l'intégration des femmes au développement prévues dans le sous-programme 1 ont été considérablement étendues grâce au Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme qui a permis d'accroître les ressources et les effectifs affectés à ces activités.

## Statistiques

7.9 Dans le cadre du sous-programme 1, les services consultatifs fournis dans le domaine des statistiques sociales ont été interrompus, et les réunions techniques destinées à améliorer les méthodes employées dans le domaine des statistiques sociales, des statistiques des ressources énergétiques et des prix ont été reportées faute de fonds extra-budgétaires.

## Transports, communications et tourisme

7.10 Les activités concernant la construction de routes peu onéreuses dans les zones arides et la planification des transports ruraux, qui relevaient du chapitre 5A, ont été transférées au chapitre 7 conformément à la politique tendant à décentraliser les activités relatives aux transports pour les confier aux commissions régionales.

## II. Exécution du budget - Montants révisés (diminution : 982 900 dollars)

7.11 Comme il est indiqué plus haut dans le tableau 7.1, il est prévu un excédent net de 982 900 dollars.

7.12 Pour ce qui est de l'inflation, le crédit demandé pour couvrir le nombre moyen de classes de l'indemnité de poste à verser aux administrateurs et les majorations des traitements des fonctionnaires recrutés sur le plan local s'est révélé suffisant. En revanche, le dépassement de crédits prévu au titre des frais d'éclairage, chauffage, énergie et eau (29 800 dollars) et des communications (14 400 dollars) résulte d'une augmentation plus élevée que prévue du tarif de l'électricité, d'une part, et du téléphone, d'autre part. Ces deux postes de dépense entraînent donc des dépenses additionnelles de 44 200 dollars imputables à l'inflation.

7.13 Deux augmentations résultent de décisions des organes directeurs. Dans le cadre du programme "alimentation et agriculture", le Comité du développement agricole de la CESAP a demandé à sa deuxième session, en février 1978, qu'un groupe spécial d'experts sur la planification du développement agricole se réunisse.

Aucun crédit n'avait été demandé dans le budget pour couvrir les dépenses relatives à cette réunion (13 300 dollars). Une dépense imprévue de 5 000 dollars pour les frais d'imprimerie au titre de l'administration et des services communs découle de la décision prise par la Commission à sa trente-quatrième session d'établir un index des systèmes d'information dans la bibliothèque.

7.14 L'économie de 1 045 900 dollars qui est indiquée dans le tableau 7.1 pour les changements autres que ceux qui touchent les hypothèses initialement retenues pour les taux d'inflation et les taux de change représente le solde net d'augmentations et de diminutions des dépenses prévues pour plusieurs postes de dépenses. Elle est toutefois imputable essentiellement à un facteur, à savoir l'économie d'un montant estimatif de 1 132 500 dollars réalisée au titre des postes permanents et des dépenses communes de personnel à cause du nombre des postes d'administrateur vacants qui a été plus élevé que prévu.

7.15 Les chiffres figurant dans la colonne "transfert de ressources" du tableau 7.2, qui se compensent mutuellement, correspondent aux transferts de postes d'un programme à l'autre. Dans la plupart des cas, la régularisation de ces transferts a été demandée dans le projet de budget-programme pour 1980-1981 pour tenir compte des nouvelles priorités. Dans le cas des programmes "statistiques" et "services administratifs et services communs", ces chiffres traduisent le transfert de la Section du traitement des données qu'avait recommandé le Service de gestion administrative.

Traitements et dépenses communes de personnel (diminution : 1 085 200 dollars)

7.16 L'excédent estimé à 1 085 200 dollars est dû aux économies réalisées au titre des postes permanents (970 900 dollars), des consultants (23 100 dollars), des groupes spéciaux d'experts (5 200 dollars) et des dépenses communes de personnel (161 600 dollars) qui sont contrebalancées dans une faible mesure par un dépassement de crédits prévu au titre du personnel temporaire pour les réunions (57 300 dollars), du personnel temporaire affecté à des tâches générales (3 300 dollars) et des heures supplémentaires (15 000 dollars).

7.17 L'excédent prévu sous la rubrique "postes permanents" est imputable au nombre des postes vacants, comme il est dit au paragraphe 7.5. En août 1979, 21 postes d'administrateur étaient vacants. Le fait que la plupart des Etats membres de la région sont surreprésentés dans les organismes des Nations Unies, ainsi que les difficultés qu'a présentées le recrutement de candidats ayant les qualifications requises dans un nombre limité de pays remplissant les conditions géographiques voulues durant la première moitié de l'exercice biennal, ont sensiblement contribué à l'économie de 970 900 dollars réalisée à ce titre.

7.18 Le crédit additionnel de 57 300 dollars nécessaire au titre du personnel temporaire pour les réunions correspond au coût d'interprètes et de traducteurs russes et chinois indépendants qui ont dû être engagés pour les sessions de la Commission et pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu au chapitre 7.

7.19 Le montant de 23 100 dollars économisé au titre des services de consultants représente légèrement plus de 10 p. 100 du crédit ouvert à ce titre. Il résulte d'une politique d'économie adoptée conformément à la résolution 32/209 de l'Assemblée générale.

7.20 Le déficit évalué à 15 000 dollars pour les heures supplémentaires est imputable aux dépenses destinées aux services de conférence qui ont été plus élevées que prévu.

7.21 L'économie de 161 600 dollars escomptée pour les dépenses communes de personnel n'est pas proportionnelle à l'économie réalisée sur les postes permanents. Cette différence provient de l'incidence des indemnités, frais de voyage et frais de déménagement importants versés à la cessation de service ainsi que de l'augmentation de la cotisation que l'Organisation doit fournir à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Frais de voyage (augmentation : 67 900 dollars)

7.22 Comme il ressort du tableau 7.3, cette augmentation est due à des dépenses plus élevées que prévu sous les rubriques "organes directeurs" (50 900 dollars) et "direction exécutive et administration" (17 000 dollars). Le déficit de 50 900 dollars est imputable aux frais de voyage et à l'indemnité de subsistance des interprètes et traducteurs russes et chinois indépendants mentionnés plus haut au paragraphe 7.9, ainsi qu'aux frais de voyage des fonctionnaires envoyés à la trente-cinquième session de la CESAP à Manille, qui n'étaient pas prévus lorsque le projet de budget pour 1978-1979 a été soumis. Quant au déficit de 17 000 dollars qui apparaît sous la rubrique "direction exécutive et administration", il provient des frais de voyage du Secrétaire exécutif et des fonctionnaires de rang élevé qui ont participé aux sessions du CAC et du CPC et aux réunions intersecrétariats sur la restructuration et la décentralisation, qui n'étaient pas prévues lorsque le budget de 1978-1979 a été approuvé.

Imprimerie (diminution : 62 100 dollars)

7.23 L'économie prévue à ce titre provient essentiellement d'une diminution du nombre des pages imprimées de l'Economic Survey for Asia and The Pacific, qui a été ramené de 250 à 104 pages et des Foreign Trade Statistics, qui a été ramené de 600 à 305 pages, ainsi que du report de certaines publications faute de documentation.

Frais généraux de fonctionnement (augmentation : 77 900 dollars)

7.24 Cette augmentation est imputable en partie à l'incidence de l'inflation sur les frais d'éclairage, chauffage, énergie et eau et sur le coût des communications (44 200 dollars), comme il est indiqué au paragraphe 7.3 ci-dessus. En outre, les frais de communication ont augmenté car le secrétariat de la CESAP a dû communiquer presque exclusivement par télégramme avec les pays du Pacifique, dont la participation au programme de travail de la CESAP s'est considérablement accrue durant l'exercice biennal.

Fournitures, accessoires, mobilier et matériel (augmentation : 18 600 dollars)

7.25 Avec la création de nouveaux bureaux pour exécuter des programmes relatifs au développement rural intégré, aux sociétés transnationales, à l'environnement et aux activités intéressant les femmes, les crédits nécessaires pour les articles de papeterie, les fournitures de bureau et le papier destinés à la reproduction interne des documents ont considérablement augmenté.

-----